

LE PROGRAMME DE LEADERSHIP FÉMININ

POUR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE DANS LE SAHEL

RENFORCER LA VOIX DES FEMMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU BURKINA FASO, AU MALI ET AU NIGER A TRAVERS LA MISE EN PLACE D'UN VIVIER D'EXPERTES

Le Groupe Danois de Déminage [DDG] en partenariat avec le Réseau Oust-africain pour l'Édification de la Paix [WANEP]



LE CONSORTIUM

LE PROGRAMME LEADERSHIP FÉMININ POUR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE DE LA SÉCURITÉ DANS LE SAHEL est mis en œuvre par un consortium constitué de deux organisations représentées dans la sous-région : Le Groupe Danois de Déminage (DDG) et le Réseau Ouest-africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) avec l'appui financier de la Commission Européenne sous l'Instrument Contribuant à la Stabilité et la Paix (ICSP).



LE GROUPE DANOIS DE DÉMINAGE : DDG

DDG est une unité technique spécialisée au sein du Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC). Il s'agit d'une unité de lutte contre les mines terrestres et la violence armée dont la mission est de créer un environnement sûr ou les individus puissent vivre à l'abri de la violence armée et des risques posés par les restes de conflit. Dans le contexte fragile, en particulier, DDG met en œuvre des initiatives de consolidation de la paix, la médiation de conflits et de prévention de la violence armée, en traitant non seulement les risques liés aux instruments de violence armée, mais également en s'attachant à renforcer la résilience au sein des communautés et au niveau individuel.

Dans le Sahel, DDG met en œuvre un **programme transfrontalier de réduction de la violence armée** centrée sur l'amélioration de la sécurité des communautés transfrontalières dans la zone de Liptako-Gourma, région frontalière du Mali, Niger et du Burkina Faso. Dans ces trois pays, DDG met aussi en œuvre le **programme de leadership féminin pour une gouvernance inclusive de la sécurité** pour renforcer la voix des femmes de la société civile dans la gouvernance du secteur de la sécurité à travers la mise en place d'un vivier d'expertes.



LE RÉSEAU OUEST AFRICAIN POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX : WANEP

Créé en 1998, WANEP est une organisation sans but lucratif œuvrant dans le domaine de l'édification de la paix avec une approche collaborative. Sa mission est de permettre et faciliter le développement de mécanismes de coopération en Afrique de l'Ouest, entre praticiens de l'édification de la paix au sein de la société civile et les organisations en favorisant des réponses collectives aux conflits violents, en fournissant un espace d'échange d'informations et de partage d'expériences sur des questions d'édification de la paix, de la transformation des conflits, de réconciliation sociale, religieuse et

politique ; en promouvant les valeurs culturelles et sociales de l'Afrique de l'Ouest comme ressource pour l'édification de la paix.

Par ailleurs, WANEP s'attache à **promouvoir l'édification de la paix sensible au genre et à renforcer les capacités des femmes en matière de promotion de la paix et de la sécurité humaine dans la région par le biais de son programme « Femmes dans l'édification de la paix » (WIPNET).**

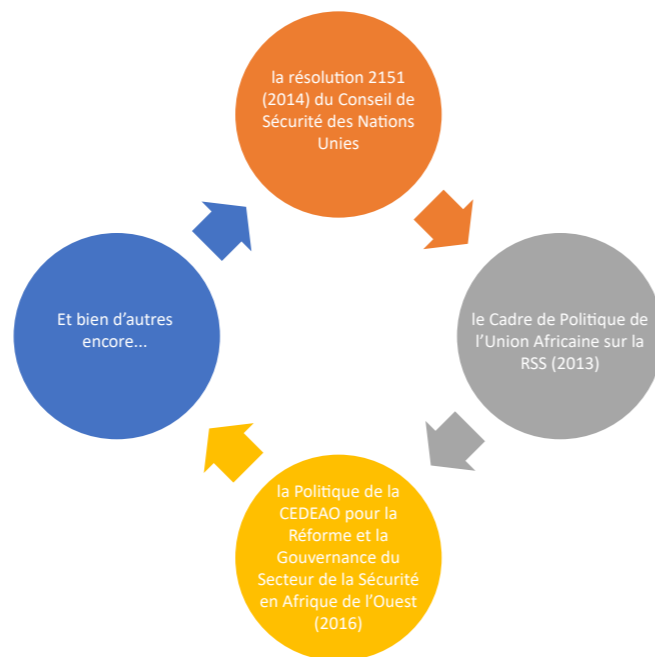
CONTEXTE D'INTERVENTION

Alors que la voix de la société civile en matière de sécurité est généralement faible dans les pays du Sahel, celle des femmes et des organisations de femmes l'est encore plus.

L'argument d'une absence d'expertise féminine en matière de sécurité est souvent avancé pour justifier l'absence totale (ou quasi) de femmes autour de la table, résultant à des décisions biaisées et peu sensibles aux besoins spécifiques des femmes, mais aussi des hommes, des filles et des garçons. Lorsque les femmes sont représentées, c'est souvent à titre symbolique voire dans un rôle de figuration (tokenism) qui rend difficile une participation substantielle.

Pourtant, les cadres internationaux, régionaux et nationaux en matière de Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) reconnaissent la nécessité de processus inclusifs, qui promeuvent la participation active de toutes les forces vives nationales, aussi bien hommes que femmes.

On peut citer:



Ainsi, les engagements stratégiques et cadres de politiques pour une participation accrue des femmes et de la société civile dans les processus de RSS en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel existent ; mais leur mise en œuvre continue de poser problème.

En effet, la traduction de ces principes dans les faits demeure un défi qui se heurte à la réalité de contextes marqués par des biais implicites et explicites de genre fortement ancrés. Il en résulte une forte inégalité d'accès des femmes à la parole publique, aux cercles de décision, et une insuffisante prise en compte de leurs contributions.

Or, l'expérience internationale en matière de RSS démontre que les politiques publiques qui prennent en compte les préoccupations et suggestions des femmes autant que celles des hommes sont plus équilibrées, plus efficaces et mieux à même de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Pourtant, la réticence des institutions en uniforme à impliquer la société civile d'une part, et la réticence de ces institutions traditionnellement ultra-masculines à impliquer les femmes d'autres part, se conjuguent pour engendrer une double marginalisation de la parole et de la contribution des femmes de la société civile.

LA RÉPONSE PROPOSÉE PAR LE PROGRAMME DE LEADERSHIP FÉMININ (PLF)

Face aux défis énoncés, l'action visera à stimuler l'émergence de la prochaine génération de femmes sahéniennes d'horizons divers, dont la voix peut influencer l'adoption de politiques et pratiques adéquates pour relever les défis de sécurité qui se posent aussi bien aux Etats qu'aux populations (hommes, femmes, filles et garçons) de la région.

En suscitant un vivier d'expertise féminin régional et en lui donnant les outils pour contribuer de manière substantielle aux questions de sécurité, l'action cherche aussi bien à **amplifier la voix de la société civile** pour améliorer l'ancrage démocratique des processus RSS et la qualité des politiques

publiques qui en ressortent, qu'à **remettre en question les stéréotypes excluants pour encourager une gouvernance plus inclusive de la sécurité** ; et à **fournir aux jeunes générations des rôles-modèles** permettant de dépasser les entraves traditionnelles à la participation des femmes dans les questions de sécurité.



Créer un environnement plus favorable à la participation des femmes aux questions de sécurité dans le Sahel

OBJECTIFS

En démontrant la volonté, la disponibilité et la capacité des femmes à produire des contributions substantielles et de qualité à la RSS, l'action contribue, de concert avec les interventions d'autres partenaires nationaux et internationaux, à faire **reculer les stéréotypes excluants**, et à créer un environnement plus favorable à la participation des femmes aux questions de sécurité dans le Sahel.

Spécifiquement, grâce à la mise en place d'un vivier d'expertise féminine reconnue, **l'implication spécifique des femmes dans les processus de RSS au Mali, au Niger et au Burkina Faso est renforcée, et leurs contributions valorisées.**

RESULTATS ESTIMES

A l'issue de l'action :



La société civile des trois pays ciblés dispose d'un vivier de 15 à 18 femmes (soit 5 à 6 par pays) ayant acquis l'expertise et la crédibilité nécessaires pour contribuer activement au contrôle citoyen du secteur de la sécurité (composante expertise technique), porter la voix des femmes et des communautés dans ce domaine (plaidoyer), et stimuler l'implication des autres acteurs de la société civile (leadership).



Les membres du vivier ont établi des canaux de communication et rapports de collaboration avec les institutions du secteur de la sécurité et avec les institutions de contrôle indépendant de ce secteur.



Les membres du vivier ont réalisé des enquêtes et analyses pertinentes, reversées au niveau local, national et régional comme contributions à la RSS.



Les membres du vivier ont porté des actions de plaidoyer pertinentes au niveau national, régional, voire international.



Un guide de formation des femmes communautaires à la RSS adapté au contexte sahélien est disponible et sert de base à une redistribution des savoirs et à un engagement plus large des femmes dans la RSS, avec l'implication des membres du vivier en tant qu'expertes, leaders/mentors et formatrices.

GROUPES CIBLES

L'action proposée cible en premier un groupe sélectionné parmi **les femmes de la société civile malienne, nigérienne et burkinabè**, y compris les membres de mouvements et coopératives de femmes et d'organisations féminines locales ou nationales ; les femmes membres d'organisations de consolidation de la paix, d'institut de recherche, d'organisations de défense des droits humains ; les femmes maires, conseillères municipales ou impliquées à d'autres titres dans la gouvernance locale et les femmes professionnelles de médias.

Les critères de sélection, à travers un processus compétitif ouvert à la suite du symposium de lancement du projet, incluront la motivation et disponibilité à s'engager dans un processus de long terme, la diversité géographique et des profils, la diversité ethnique et générationnelle, et des critères de réputation.

Pour permettre à ce groupe-cible de s'impliquer de manière active et substantielle dans la réforme du secteur de la sécurité, les besoins identifiés incluent :

1. Le renforcement des capacités (connaissances, compétences, accès), la mise en réseau.
2. L'accompagnement dans la production et la diffusion de contributions substantielles; l'accès aux acteurs et responsables du secteur de la sécurité.
3. L'accès aux ressources techniques pour la diffusion des savoirs et l'entraînement des autres acteurs de la société civile dans une dynamique constructive de participation.

Par la séquence des activités prévues, l'action prendra en charge l'ensemble de ces besoins.

CONTACT DU PROJET

Linda J. BAUMA

Gender and Security Project Coordinator

Téléphone : +223 66 75 94 45

Mobile : +223 70 06 96 06

Email : bauma.joelle@drc.ngo

Ornella MODERAN

Sahel Head of Programme, Danish Demining Group

Tel Burkina Faso : +226 54497440

Tel Mali : +223 66750678 / 73662999

Tel Niger : +227 92027455

Email : ornella.moderan@drc.ngo